

Session plénière du Conseil Régional du 13 mars 2009
Intervention de Patrick COTREL à propos de la crise

Le Président Auxiette l'a souligné, face à la crise, nous sommes au travail. Nous ne nous contentons pas de grandes déclarations et de grands appels à l'union. Nous avons ouvert des négociations avec les deux OPCA du BTP (Organisme Paritaire Collecteur Agréé – collectent les fonds de formation des entreprises), celui de la métallurgie, de la plasturgie, AGÉFOS PME (OPCA interprofessionnelle), OPCALIA (OPCA interprofessionnelle) et l'OPCA du travail temporaire (pour favoriser les Congés Individuels Formation – CIF).

De la même façon, nous allons participer au plan de formation des 700 salariés des chantiers STX (chantier naval de Saint-Nazaire) qui vont être au chômage partiel. Ce plan vise à tenter une diversification des activités des chantiers.

L'objectif de ces actions : former plutôt que licencier pour, d'une part renforcer la qualification des salariés et favoriser la sécurisation des parcours professionnels, et d'autre part renforcer la compétitivité des entreprises.

Je voudrais souligner que ces actions sont dans la continuité du travail que nous avons fait depuis plusieurs années. C'est grâce au travail partenarial établi depuis plusieurs années avec les partenaires sociaux sur le champ de la formation professionnelle que le dialogue est facile avec les OPCA. C'est parce que nous avons su nous faire reconnaître sur le terrain comme chef de file de cette formation professionnelle que nous pouvons aujourd'hui être à l'initiative d'une « conférence des financeurs » comme Jacques Auxiette l'a annoncé.

Mais je voudrais aussi souligner que nous ne devons pas abandonner nos axes stratégiques et la cohérence de notre action. En particulier, nous devons garder le cap du développement durable dans nos interventions et ne pas oublier que la crise n'est pas seulement économique, mais aussi sociale et environnementale.

Et d'ailleurs, les partenaires sociaux nous attendent sur ce terrain. Par exemple, une récente déclaration de l'AREFBTP (structure nationale paritaire du BTP pour l'emploi et la formation) a

pour titre « former plutôt que licencier » et souligne les besoins de formation en matière d'isolation, d'économie d'énergie et d'énergie renouvelables. Au nom de la crise, nous ne ferons pas n'importe quoi et nous n'oublierons pas les clivages et les différences.

Cela n'empêche pas la recherche de collaboration des différents acteurs. Mais pour pouvoir collaborer, il faut se connaître et se reconnaître.

Or, je le souligne ici : l'État ne nous reconnaît pas, et on le voit parfaitement à propos de la réforme de la formation professionnelle.

Dans un discours récent sur ce sujet, le Président de la République énonce les objectifs de la réforme, mais ne dit pas un seul mot sur le rôle des régions en la matière !

Mais il fait des propositions audacieuses, vous allez pouvoir en juger. Il dit par exemple : « *Pourquoi ne pas imaginer un centre d'appel téléphonique et un portail internet dédiés pour expliquer les dispositifs, recenser l'offre de formation et orienter vers les interlocuteurs adéquats.* » Quelle imagination ! Il va falloir l'informer que cela existe depuis plusieurs années en Pays-de-la-Loire !

Quant au rôle des régions et quant à la décentralisation, M. Sarkozy est clair. « *Avant d'aller plus loin, il est temps et grand temps de se poser la question des résultats, de l'évaluation de ces politiques régionales et de l'équité entre territoires.* » La volonté de **recentralisation** est tout à fait claire.

Cette volonté d'ignorer les régions est claire puisque, lorsqu'il évoque la création d'un fonds d'investissement social, le Président Sarkozy précise : « *Il sera piloté par une cellule qui associera État et partenaire sociaux.* »

Pour notre part, n'en déplaise à M ; Sarkozy, nous allons amplifier notre action volontariste pour répondre à la crise. Nous continuerons à prendre l'initiative avec tous les partenaires et nous, nous n'oublierons pas d'inviter l'État. C'est le cas pour la prochaine « conférence des financeurs-décideurs ».

Merci de votre attention.